



PREFET D'ILLE-ET-VILAINE

Préfecture  
Direction de la Coordination Interministérielle  
et de l'Action Départementale  
Bureau des Installations Classées

**ARRÊTÉ PREFECTORAL** portant mise en demeure  
de la société **HYDRACHYM** à Plélan le Grand.

**LE PREFET DE LA REGION BRETAGNE**  
**PREFET D'ILLE ET VILAINE**

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.512-3, L.514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 8 novembre 2012 à la société HYDRACHIM pour l'exploitation d'une usine de fabrication de détergents et antigels et d'alcools alimentaires sur le territoire de la commune de PLELAN-LE-GRAND, relevant notamment des rubriques n°2630 et n°1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2012 susvisé qui définit les valeurs limites de rejet des eaux industrielles résiduaires dans le réseau communal :

Point de rejet n° 2		
Débit maximal	2 m³/h	
Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (kg/j)
DCO	2 000	96
DBO <sub>5</sub>	800	38,4
MES	600	28,8
Azote total	104	5
P total	42	2
Chlorures	625	30
Cd+Cr+Hg+Ni+Pb+Zn+Cu	2	0,096

**Vu** le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier en date du 11 mars 2015 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet d'arrêté susvisé ;

**Considérant** que lors du contrôle en date des 19 et 20 novembre 2014, l'inspecteur a fait réaliser par le Cabinet CML de Pontivy un prélèvement sur 24 heures des eaux résiduaires après pré-traitement interne ;

**Considérant** que lors de l'examen du rapport de contrôle inopiné des eaux résiduaires établi le 6 janvier 2015 par le Cabinet CML en partenariat avec le laboratoire agréé LDA 56 et relatif à l'analyse du prélèvement réalisé lors de la visite des 19 et 20 novembre 2014, l'inspecteur a constaté le non respect des valeurs limites de rejet en concentration et en flux définies à l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2012 pour les paramètres DCO et DBO<sub>5</sub> :

- pour la DCO, la concentration a été mesurée à 5000 mg/l pour une valeur limite fixée à 2000 mg/l ;
- pour la DCO, le flux a été mesuré à 106 kg/j pour une limite fixée à 96 kg/j ;
- pour la DBO<sub>5</sub>, la concentration a été mesurée à 2100 mg/l pour une valeur limite fixée à 800 mg/l ;
- pour la DBO<sub>5</sub>, le flux a été mesuré à 45 kg/j pour une limite fixée à 38,4 kg/j ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2012 susvisé ;

**Considérant** que la persistance de rejets non conformes est susceptible de nuire à la préservation des milieux ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société HYDRACHIM de respecter les prescriptions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Ille et Vilaine ;

## **ARRETE**

**Article 1** - La société HYDRACHIM, dont le siège social est situé route de Saint-Poix à LE PERTRE (35370), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2012 susvisé pour l'usine qu'elle exploite ZA de la Pointe à PLELAN-LE-GRAND (35380), en respectant les valeurs limites de rejet des eaux résiduaires vers le réseau communal, fixées par l'article 4.3.11 dudit arrêté repris ci-dessous, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

*Article 4.3.11 de l'arrêté du 8 novembre 2012 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans une station d'épuration collective*

*L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies.*

*Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°2.*

Débit de référence	Maximal : 2 m³/h	
Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (kg/j)
DCO	2 000	96
DBO <sub>5</sub>	800	38,4
MES	600	28,8
Azote total	104	5
P total	42	2
Chlorures	625	30
Cd+Cr+Hg+Ni+Pb+Zn+Cu	2	0,096

**Article 2** - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de RENNES, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code par l'exploitant dans le délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

**Article 4** - Le Secrétaire Général de la Préfecture et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la Société HYDRACHIM et dont une copie sera adressée à M. le Maire de PLELAN-LE-GRAND.

A Rennes, le      - 2 AVR. 2015

Pour le Préfet,  
le Secrétaire Général,

  
Patrice FAURE